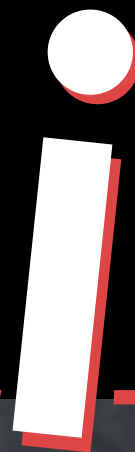


Les

POINTS

SUR LES



LE JOURNAL DE L'ISIC - JANVIER 2022

URGENCE ÉCOLOGIQUE EN PAROLES ET EN ACTES



INITIATIVES

LA JUNIOR ENTREPRISE
STRATEJIC EN ACTION








TECHNOLOGIE

MÉTAVERS, RENOUVEAU
DES RÉSEAUX SOCIAUX ?

RECHERCHE

CÉCILE ET VINCENT
NOUVEAUX CO-PRÉSIDENTS DU MICA

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
|  | ACTUALITÉS 3 |
| | Nouvelle licence professionnelle « information territoriale » |
| | ISIC nouvelle offre de formation |
|  | INITIATIVES 4 |
| | <i>Mon Éco Studio</i> : astuces économiques et écologiques |
| | <i>Stratejic</i> en action malgré la crise |
|  | DOSSIER 5 |
| | A chacun son bla-bla-bla |
| | Sobriété numérique : le défi ! |
| | Chaleur écologique, initiative vertueuse |
| | Urgence climatique : la vision de la jeunesse |
| | Circuits courts, enjeux et amalgames |
| | Croissance ou décroissance, telle est la question |
| | Vous avez dit résilience ? |
| | Développement durable et solidarité à la Fac |
|  | TECHNOLOGIE 14 |
| | Hashtag |
| | Métavers, renouveau des réseaux sociaux ? |
|  | MÉTIERS 15 |
| | Jessica de Bideran |
| | Pauline Boyer |
| | Julien Val |
| | Linda Raminoarison |
|  | RECHERCHE 18 |
| | Cécile et Vincent co-présidents du MICA |
| | Jeune docteur du MICA, un parcours atypique |
|  | INTERNATIONAL 19 |
| | ISIC au Congo, projet réactivé |
| | Éloquence et mobilités internationales |

ÉDITO

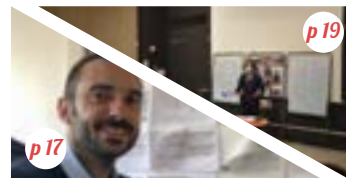
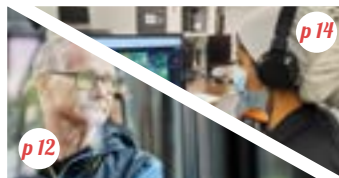
L'urgence écologique est sur toutes les lèvres mais sa traduction en actions concrètes demeure difficile. Les blablablas scandés par les jeunes générations inquiètes ne sont guère entendus ou compris par les dirigeants des grandes puissances de la planète. À l'image de cet échec avec des changements profonds des politiques publiques qui tardent à venir, les larmes du président de la COP 26, Alok Sharma, en novembre 2021, « *profondément désolé* » de l'inertie, sont loin de désaltérer l'espérance.

Malgré tout, émerge une prise de conscience collective s'illustrant aujourd'hui par une pluralité d'actions éco-solidaires à l'échelle locale. En Gironde, de nombreux projets d'habitats participatifs sont sur le point de voir le jour. Une initiative citoyenne dont les résidents expérimentent une nouvelle façon de vivre en communauté alliant économie, écologie et social.

Ses étudiants en tête, l'université Bordeaux Montaigne s'engage ! Le corps administratif s'approprie le développement durable avec la mise en place de garages à vélo démontables et déplaçables sur le campus ou encore des ruches pédagogiques à proximité des résidences universitaires. En parallèle, les jeunes prouvent leur volonté de changer les choses en menant des actions de sensibilisation. Sous la coupe de l'association *Estu'récup*, des ateliers sur le thème des mobilités douces, du zéro déchet et de la couture sont organisés.

Si les discours politiques continuent de proposer d'éduquer les jeunes pour en faire de bons citoyens demain, nous pouvons nous demander si la donne ne s'est pas inversée. N'est-il pas grand temps que les aînés se mettent à l'écoute d'une jeunesse à la fois angoissée par le futur et porteuse d'une passion pour la cause humaine ? N'oublions jamais que tout cri poussé par les jeunes, en ces circonstances, est la première note d'un chant d'amour pour l'humanité.

EMILIE TRAINEAU & AGATHE SALAT



LES POINTS SUR LES I - JANVIER 2022 - N°45

Journal de l'Institut des Sciences de l'Information et de la Communication (ISIC)
UFR Sciences des Territoires et de la Communication (STC)
Université Bordeaux Montaigne
Domaine Universitaire
33607 PESSAC Cedex
Tél : 05 57 12 47 07 / fax : 05 57 12 45 28

Directeur de la publication et rédacteur en chef : Étienne DAMOME
Numéro réalisé avec l'aide de Didier BEAUJARDIN et de Jacques PALUT
Conception graphique : Promotion 2015 du M2 Stratégie et politique de communication (ISIC)

Imprimé au PPI Université Bordeaux Montaigne

Numéro ISSN : 09805664

Rédactrices en chef : Agathe SALAT & Emilie TRAINEAU
Secrétaires de rédaction : Dana GLOAGUEN & Rachel BLOT
Responsable photo : Mayssane HASSAN
Responsable maquette : Sandra POURNIN
Responsables dossier : Maud TARRADE & Charlotte TAVITIAN
Rédaction par les étudiants de Master 2 Stratégies et politiques de communication : Rachel BLOT, Floriane BELIN, Maëlysse FERREIRA, Dana GLOAGUEN, Mayssane HASSAN, Clémence JAN, Lola LE GUE, Emma MALLORCA, Sandra POURNIN, Maud TARRADE, Charlotte TAVITIAN, Clémence TOZLANIAN, Emilie TRAINEAU, Agathe SALAT



L'ISIC DIVERSIFIE SON OFFRE DE FORMATION

Depuis sa création, l'ISIC n'a cessé d'étoffer son éventail d'offres de formation. En septembre 2021, 12 étudiants et communicants ont intégré la licence 3 Information territoriale, unique en France.

Si l'ISIC était déjà connu pour sa licence en Sciences de l'information et de la communication, voilà qui devrait asseoir un peu plus sa renommée. Depuis 2021, une formation diplômante vient compléter l'offre déjà existante et permet de croiser le champ du journalisme et celui des collectivités territoriales.

Au cours de cette troisième année de licence spécialisée en information territoriale, les étudiants bénéficient, dès septembre, d'un enseignement dans le but de développer de solides compétences qu'ils pourront mettre à profit une fois en entreprise. « Des ateliers ont été organisés avec des intervenants

de métiers et de secteurs très différents. L'objectif était de nous mettre dans le bain du jargon de la communication publique, des collectivités territoriales », se souvient Mathilde Troalen, qui s'est réorientée après deux années en droit et un DUT Communication des organisations en année spéciale. En 2021, Fabien Leroy, directeur de cabinet à la mairie de Pessac, Charles-Marie Boret, directeur conseil d'Epiceum, ou encore Amandine Roncon, journaliste à TV7, ont contribué à la réussite de cette formation accélérée qui couvre de nombreuses dimensions comme l'aspect

juridique, le tourisme, le marketing éditorial, etc.

CONTRAT D'ALTERNANCE

D'octobre à août, les cours alternent avec des séquences d'apprentissage en entreprise. « L'enseignement est divisé en deux temps, une semaine est consacrée à l'université et les trois autres au travail en collectivité territoriale », détaille la jeune Bretonne avant de poursuivre : « Le point positif est le rythme d'alternance. Pour l'apprentissage, c'est vraiment incroyable et très formateur. »

Le contrat d'alternance n'est cependant pas un critère de sélection. « À la rentrée, ceux qui n'ont pas trouvé d'entreprise ont un délai de trois mois pour y arriver », insiste Étienne Damome, enseignant-chercheur à l'Université Bordeaux Montaigne et responsable pédagogique de la licence. « Dès l'été, nous avons été en contact

avec l'équipe pédagogique qui nous a aidés dans nos recherches », complète l'apprentie chargée de communication.

LICENCE CONVENTIONNÉE

Reconnue par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), la licence est également accessible aux professionnels cherchant à se perfectionner. « À ce titre, le CNFPT prend en charge la moitié des frais d'inscription qui s'élèvent à 6 500 euros. Le reste est financièrement supporté par l'État. La collectivité n'a plus qu'à accepter qu'ils quittent le service trois jours par mois », poursuit Étienne Damome.

Une opportunité saisie par Sandra Saumon, chargée de communication à la mairie de Sarlat, en Dordogne. « J'ai obtenu un BTS en communication en 2009 et je suis entrée dans la vie active. Depuis quelques années, j'avais l'envie de reprendre mes études mais je pensais qu'en étant loin des grandes villes, c'était compliqué », explique celle qui a débuté sa carrière dans une petite collectivité du Lot-et-Garonne. Une formule jugée « très adaptée et assez souple pour les professionnels qui travaillent » par Sandra Saumon qui ne vient à Bordeaux qu'une fois par mois. Si pour l'heure les frais de déplacement et d'hébergement ne sont pas pris en charge, le sujet fait l'objet de discussions entre l'université et le CNFPT.

À terme, l'objectif serait que 50 % de la promotion soit composée d'étudiants en formation en apprentissage et la moitié en formation continue, issus des collectivités territoriales. « L'idée est que les jeunes soient accompagnés par ceux qui sont déjà professionnels dans le domaine. Ce partage peut être bénéfique pour ceux qui n'ont aucune expérience », conclut Étienne Damome.

La phase de candidature devrait ouvrir début avril 2022. Les étudiants devront rédiger une lettre de motivation et joindre leur CV ainsi que les bulletins de notes obtenus dans l'enseignement supérieur.

AGATHE SALAT



Mathilde Troalen



Sandra Saumon

ISIC, LICENCE, UNE NOUVELLE MAQUETTE

Tous les cinq ans, l'offre de formation de l'ISIC fait peau neuve pour être accréditée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Les éventuels changements d'intitulé et la refonte des maquettes font l'objet d'une réflexion qui tient compte des recommandations du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et d'échanges au sein du conseil de formation et des conseils de perfectionnement annuels, propres à chaque discipline. Pour Maria Caterina Manes Gallo, directrice du Département ISIC, la nou-

velle offre de formation est caractérisée par une plus forte ouverture à l'international des licences et des masters : « Le master recherche, par exemple, conserve son ouverture aux cultures des mondes anglophones tout en devenant le master Sémiologie et communication : transitions des mondes. » Cette offre de formation, qui devrait voir le jour en septembre 2022, proposera de nouvelles pistes d'enseignement tout en restant fidèle à la culture ISIC, attentive aux nouveaux profils-métiers de l'information et de la communication.

MAYSSANE HASSAN



MON ÉCO STUDIO

ASTUCES ÉCONOMIQUES ET ÉCOLOGIQUES

Réalisé par 19 étudiants en Licence 3 information et communication, Mon Éco Studio a eu lieu le 14 décembre 2021. À destination des étudiantes et étudiants, le projet était de proposer des bons plans écologiques et économiques sur le campus de l'université pour faire du bien à la planète et à son porte-monnaie.



Atelier de personnalisation de pots recyclés pendant l'événement

Mon Éco Studio a représenté un petit succès pour l'équipe organisationnelle. Principalement mené par Tamara Fauchier, cheffe de projet, l'événement avait un objectif simple : montrer qu'on peut être écolo sans se ruiner ! Pour le réaliser, plusieurs ateliers participatifs ont été organisés sur la journée, en partenariat avec des commerces de Bordeaux et le frigo solidaire de l'université.

Affectés par la crise sanitaire du Covid-19 et nouveaux sur Bordeaux, les porteurs du projet ont voulu partager des astuces écologiques. L'idée était de mettre en avant des commerces avec une démarche éco-responsable dans lesquels les étudiants pouvaient s'impliquer sans se ruiner. Dans ce but, trois commerces ont été invités à participer à l'événement : la droguerie *Coutume* qui redonne vie à des objets fondamentaux de la quincaillerie et du bazar d'autrefois, l'atelier de nettoyage, rénovation et personnalisation de chaussures *Bobby Kicks* et la marque de créations éthiques et éco-responsables pour enfants *Arreguinhat*. Quant au partenariat avec le frigo solidaire basé sur un échange de communication, il avait pour but de lutter contre le gaspillage et la précarité avec la devise suivante : « *Donnez ce que vous pouvez, prenez ce que vous voulez !* ».

INITIATIVE À SUCCÈS

Grâce à ces collaborations et à leur promotion sur les réseaux sociaux, le pôle partenariat a pu obtenir plusieurs réductions. Par exemple,

sur présentation de la carte étudiante, une réduction de 10% s'appliquait sur les prestations de *Bobby Kicks*. Le pôle a également négocié des cadeaux de *Coutume* pour le concours organisé sur le compte Instagram de *Mon Éco Studio* et des lots spécialement conçus par Arreguinhat pour les gagnants. Enfin, pourquoi *Mon Éco Studio* ? La majorité des étudiants vivent dans un studio et non dans une maison. Les ateliers se sont donc naturellement concentrés sur les différentes pièces qui composent un studio. Le premier, autour de la salle de bain, a consisté à apprendre aux étudiants à créer un gommage et un déodorant solide. L'atelier sur la cuisine a permis de réaliser un nettoyage multi-surfaces. Soulignons que le dernier atelier pour la pièce principale consistait à récupérer des pots en verres à customiser pour en faire des objets de décoration ou des pots d'aromates. Des astuces simples et à moindre coût pour se tourner petit à petit vers l'écologie.

EMMA MALLORCA

STRATEJIC EN ACTION MALGRÉ LA CRISE

Après une année de calme plat pour l'association entrepreneuriale de l'Université Bordeaux Montaigne, Stratejic met les bouchées doubles afin de relancer la machine. Focus sur l'entrepreneuriat étudiants qui résiste, malgré les aléas sanitaires et économiques.

Qui n'a jamais rêvé d'être son propre patron ? En pleine crise sanitaire, l'expérience peut s'avérer plus risquée que jamais. Pourtant, certains étudiants de l'Université Bordeaux Montaigne font encore aujourd'hui le choix de l'entrepreneuriat. S'il a longtemps été considéré comme le moyen d'arrondir ses fins de mois, une étude réalisée auprès des étudiants entrepreneurs de l'Université Bordeaux Montaigne révèle que l'entrepreneuriat est désormais considéré comme un véritable tremplin à l'insertion professionnelle. Peu répandue dans le secteur des humanités, cette pratique pourrait bientôt prendre plus de place dans le cursus universitaire. « *Souvent, les parents sont comme les enseignants : ils font plus confiance au diplôme qu'à l'entrepreneuriat. Aussi, je pense que c'est à l'université d'accompagner ce mouvement, en renforçant la sensibilité des étudiants pour le sujet* », explique Étienne Damome, Vice-président délégué de l'Université Bordeaux Montaigne en charge de l'orientation, de l'insertion professionnelle (dont l'entrepreneuriat étudiant) et de la communication externe, présent à la conférence sur l'entrepreneuriat organisée le 1er décembre 2021 par l'association *Stratejic*.

ENTREPRENEURIAT ÉTUDIANT TREMPLIN VERS LES PROS

« *Chez Stratejic, notre but c'est d'apprendre une profession, ou tout du moins de mettre la main à la pâte pour découvrir un métier : chef de projet, graphiste, community manager, RH, secrétaire...* », explique Marine Denis, présidente de l'association. Pour elle, le plus important est de mettre les étudiants à l'honneur, en leur permettant de réaliser des prestations de communication, d'urbanisme ou encore de traduction pour de véritables professionnels. Chacun y trouve son compte : les étudiants montent en compétences et les professionnels rencontrent, grâce à *Stratejic*, des alliés de qualité à un tarif raisonnable. Participer à l'expérience *Stratejic* c'est aussi



Une partie de l'équipe *Stratejic* en réunion

avoir la chance de se constituer un réseau professionnel : « *À la fin de ma deuxième année de licence, j'ai eu peur d'avoir trop peu d'expérience avant d'entrer en master. Grâce à Stratejic, j'ai pu réaliser un stage volontaire auprès de notre partenaire Le Club des entreprises de Mérignac pendant 2 mois* », témoigne Lilou Attallah, responsable du pôle événementiel.

COUP DE CŒUR UN JOUR COUP DE CŒUR TOUJOURS ?

« *Pour moi, entreprendre c'est surtout une question de personnalité et d'envie* », complète Neil Rfaa, chargé de l'événementiel. À la tête de sa propre émission de podcast, pour lui, la question ne se pose plus. Être membre de *Stratejic* est un plus, car cela lui permet de développer des compétences transversales : « *J'ai rejoint l'association pour son aspect entrepreneurial et d'initiative. Participer au pôle événementiel m'aura permis d'acquérir les compétences qui, je trouve, manquaient à ma formation.* » Pour d'autres, l'expérience entrepreneuriale s'arrêtera là, mais cette issue n'enlève rien à la qualité de l'aventure *Stratejic*.

EMILIE TRAINEAU



DOSSIER

URGENCE ÉCOLOGIQUE EN PAROLES ET EN ACTES

Le monde a changé, plutôt brutalement. C'en est fini de la nostalgie des Trente Glorieuses, des excès des boomers et d'une heureuse insouciance. Au constat d'un dérèglement climatique aux lourdes conséquences pour l'humanité, est venue s'ajouter une épidémie mondiale profondément perturbante. Nous voici toutes et tous face à des choix cruciaux. Entre confrontations de points de vue, paroles et actes, la COP 26 de Glasgow a cristallisé les inquiétudes de ce nouveau monde. Face à l'urgence écologique, est-il encore possible de percevoir un horizon dégagé, voire de donner à l'espoir quelques raisons de renaître ?

Les termes qui font référence au dérèglement climatique sont partout dans les médias, les discours politiques, et même dans l'expression multiple de la culture populaire comme la chanson. Tous ces mots sont utilisés pour panser des maux. Mais sont-ils bien compris ? Dans ce contexte, la communication a son rôle à jouer pour éveiller les consciences. Encourager sans freiner.



A CHACUN SON BLA-BLA-BLA

À une époque où blablater est plus important qu'agir, alors que la crise climatique s'accélère, plusieurs points de vue s'affrontent. Christophe Barbier, éditorialiste, s'indigne du mot « bla-bla-bla » utilisé par Greta Thunberg dans un tweet sur la COP26. Julien Doré, artiste populaire, fait usage de sa plume de musicien pour rendre compte de l'état fiévreux et alarmant du monde. Des prises de parole aux colorations diverses dont le seul et unique thème relève de l'urgence climatique.

L'expression « bla-bla-bla », entrée dans le dictionnaire de l'académie française en 1975, n'aurait jamais pensé quarante ans plus tôt être la star des temps modernes. Et pour cause ! Jamais une onomatopée exprimant la vacuité n'aura autant porté de sens qu'à notre époque. Paradoxalement, ce « bla-bla-bla », si vide de sens soit-il, est en réalité vecteur d'un concept particulièrement signifiant : l'inaction.

BARBIER - THUNBERG : MATCH NUL

Au lendemain de la COP26, le monde s'est réveillé sans être complètement guéri de ses maux. Si la conférence de Glasgow avait pour but de rassembler les dirigeants mondiaux afin de convenir d'une action commune au regard de la crise climatique, il s'avère que l'issue de l'événement n'a pas été convaincant, notamment pour la militante écologiste suédoise. Greta Thunberg ne s'est pas cachée de montrer son ras-le-bol. Le 13 novembre 2021, elle tweetait : « La COP26 est terminée. Voici un bref résumé : bla-bla-bla ». Une prise de parole, pour montrer la passivité des États au sujet de cette urgence, assumée et significative ayant été plus ou moins appréciée.

À la suite de ce tweet, Christophe Barbier, éditorialiste, a vivement critiqué cette intervention de la militante suédoise dans le journal *Le Franc Tireur* : « Greta Thunberg a encore raté une occasion de se taire », écrivait-il en première ligne. Pour le rédacteur en chef,

l'emploi de ce mot a été perçu comme une insulte envers les États dirigeants qui, selon lui, ont fait de leur mieux pour apporter des solutions quant à la crise climatique, contrairement à

« *Jamais une onomatopée exprimant la vacuité n'aura autant porté de sens* »

d'autres pays. De façon presque manichéenne, l'éditorialiste sépare les bons (« *les États qui travaillent ensemble (...) ceux de l'Occident démocratique* ») des mauvais (« *la Chine* »). « *Greta crache sur la Cop, alors que l'ennemi, c'est la Chine* », jugeait-il.

BLA-BLA-BLA CRÉATIF DE JULIEN DORÉ

Quelque part, à mi-chemin entre la politique et la poésie, on trouve le dernier album de Julien Doré *Aimée*, sorti en septembre 2020. Et si la musique n'a pas toujours été porteuse de messages, elle possède aujourd'hui un véritable rôle quant à l'éveil des consciences alors que la crise climatique s'intensifie. Le chanteur populaire a saisi l'opportunité des mots et des mélodies pour interpeller. Il y arpente avec humour et poésie, le monde tel qu'il se présente à nous aujourd'hui. Un opus en rupture avec ses précédents albums qui jusque lors sinuaient dans les recoins du cœur et de l'âme pour parler de l'état amoureux. « *Je ne veux plus écrire les peines que le féminin m'a fait* », chante-

t-il dans son premier morceau, *La Fièvre*. Cet album, s'il diffère des précédents c'est parce qu'il relève de l'engagement. Le chanteur de 40 ans affirme avec ferveur une position critique à l'égard de la réalité du monde. Dans *La Fièvre*, le maître de la répartie prend la métaphore de la maladie et humanise ce monde en déclin, dont on n'a pas

« *Le monde a changé, il s'est déplacé quelques vertèbres.* »

su prendre soin et qui s'est écorché : « *Le monde a changé, il s'est déplacé quelques vertèbres. Où était l'ostéo, caché dans son dos, attendant la fièvre.* »

Habités par la désillusion, les différents titres de l'album illustrent, malgré la légèreté et l'humour apparents, un sombre tableau de la société et des Hommes. Tel un observateur de notre époque, il chante que le monde est nourri par la rentabilité et l'individualisme. Sans passer pour un donneur de leçons, l'artiste dénonce subtilement ce qui aujourd'hui gangrène le monde et le rend malade.

Dans la chanson *Bla-Bla-Bla*, dont le titre n'est pas anodin, les paroles sont significatives et semblent presque familières, comme si on y avait déjà songé : « *Où sont passées les promesses que l'on m'avait faites autrefois ?* » Dans cet opus *Aimée*, une place notoire est laissée aux enfants car c'est pour eux que sont écrites ces chansons. D'un côté, cet album leur est dédié car ce sont des sujets qui vont impacter les futures générations. De l'autre, dans le titre *Barracuda I*, le chanteur les laisse prendre la parole et entonne avec eux le refrain comme signe d'une solidarité entre ces deux générations.

En s'adressant à eux, peut-être a-t-il le souhait de retrouver sa chère et tendre Terre Aimée à laquelle cet album est dédié.

DANA GLOAGUEN





SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE : LE DÉFI !

Si l'avènement du numérique est une promesse technologique importante et répond à un usage croissant, il porte depuis des années des limites environnementales, aussi appelées pollution numérique. De fait, le numérique émet nombre d'émissions énergétiques et carbone qu'il faut stopper au plus vite.

Sous l'aspect sémantique la définition du terme « sobriété numérique » est toujours floue. Galaad

Defontaine en propose une très intéressante.

Pour lui, c'est une démarche qui « incite à un usage modéré du numérique et qui alerte sur l'empreinte carbone de ce secteur, notamment en matière de consommation énergétique ». Ce terme a été inventé par l'association GreenIT.fr en 2008 et est intégré dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015. Une intégration législative qui est loin d'accompagner des changements de comportements numériques immédiats. Un mauvais pli est pris : ordinateurs en veille avec boîtes mails surchargées, entre autres exemples...

ENGAGEMENT EFFICACE ?

La sobriété numérique vise à diminuer l'empreinte énergétique des technologies digitales. Comment réduire l'énergie consommée nécessaire à la production des équipements dont nous avons besoin ? Si le concept est louable, en pratique il présente des limites importantes : développement des technologies vertes qui ont un coût, une capacité d'innovation. Il faut donc réussir à identifier les apports essentiels du numérique à la transition

énergétique. C'est pourquoi la priorité est de réussir à initier les utilisateurs et utilisatrices aux bonnes pratiques, pour passer d'un numérique instinctif et compulsif à un numérique contrôlé. C'est la vision que prône le think tank The Shift Project qui travaille notamment sur la Transition carbone.

OUTILS CONCRETS

L'impact du numérique sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre n'est plus à discuter. Cependant, manque encore un vrai recul sur sa sobriété et les référentiels n'en sont qu'à leurs débuts. À présent, l'un des enjeux phares est de pouvoir développer des outils comme le WeRN annoncé comme écoresponsable. Le but est d'identifier et d'analyser les principaux postes de consommation énergétique au sein de ces organisations. Ces résultats permettront de mettre en place une politique visant à réduire durablement les empreintes. Certains domaines de surconsommation sont déjà déterminés et étudiés : data center, réseaux, 4G, etc. Tous peuvent agir et intégrer quotidiennement des gestes simples afin de limiter une telle empreinte. L'objectif final est de repenser notre façon de consommer.

FLORIANE BELIN ET CLÉMENTINE JAN

CHALEUR ÉCOLOGIQUE, INITIATIVE VERTUEUSE

Si les data centers sont polluants à construire et gourmands en électricité, Qarnot Computing, entreprise parisienne, a trouvé la parade. Ingénieurs, ses co-fondateurs, Paul Benoit et Miroslav Svizezny, ont développé un système de chauffage à la fois économique et écologique qui utilise l'énergie dégagée par les ordinateurs.

Loin des débats sans fin entre les activistes engagés et les négationnistes écologiques, Qarnot Computing a préféré agir plutôt que d'attendre passivement que des solutions viennent à elle. L'entreprise a ainsi diversifié son activité dont l'expertise repose sur l'informatique et « la vente de puissance de calcul via des processeurs », vulgairement appelé cloud.

Reconnus comme « produits verts » par le ministère de la Transition écologique, les radiateurs numériques réorientent la chaleur fatale des calculateurs. « Qarnot est une sorte de data center distribué, c'est-à-dire que nous ne concentrons pas les serveurs dans un unique lieu. Avec Q.rad, nous éclatons la capacité de calcul dans des logements, des bureaux ou des piscines », détaille Quentin Laurens, responsable des relations extérieures et internationales.

DIMINUTION DE L'EMPREINTE CARBONE

Tablette en bois surmontant un coffre noir, le radiateur Q.rad dissipe la chaleur produite par des serveurs informatiques embarqués. « Il

utilise l'énergie habituellement perdue ou peu utilisée. Dans les data centers conventionnels, il faut refroidir les ordinateurs à l'aide de ventilation », avance celui qui est diplômé de Sciences Po Bordeaux. Vertueuse, cette technologie réduit en moyenne l'empreinte carbone des usagers de 75 % mais n'est, pour l'heure, proposées qu'aux entreprises et collectivités.

À Bordeaux, près de 300 de ces radiateurs ont été installés dans des immeubles du quartier du Grand Parc. L'initiative permet à des familles de la résidence Florestine de bénéficier du chauffage gratuit tout en répondant aux problématiques inhérentes au lieu ainsi qu'aux attentes du Département. « Il était impossible d'utiliser le photovoltaïque et l'adduction gaz était insuffisante. Les objectifs environnementaux ont tout de même été atteints grâce au dispositif », analyse Quentin Laurens.

Dix ans après la création des radiateurs Q.rad, l'entreprise française continue de diversifier ses solutions. Des chaudières baptisées QB1, reposant sur le même procédé, ont récemment été installées à Paris, Nantes ou encore Lyon.

Cette innovation écologique et économique « devrait prochainement équiper une structure bordelaise ».

AGATHE SALAT



Radiateur Q.rad

© DR



URGENCE CLIMATIQUE LA VISION DE LA JEUNESSE

À l'image de la suédoise Greta Thunberg, de nombreux jeunes se mobilisent pour l'engagement climatique. Thomas Cesbron, 17 ans, engagé dans La Voie Lycéenne, une association de son lycée à Angers, est l'un d'entre eux. Entre initiatives et essoufflements des mouvements, il défend sa vision de l'urgence climatique.

Thomas Cesbron s'est engagé en 2014, lors des premières marches pour le climat. Selon lui, c'est à ce moment-là que la jeunesse a pris conscience de l'urgence et a commencé à s'en emparer : « Je pense que c'est à ce moment que la jeunesse a compris qu'elle allait subir la non-action des générations passées ». L'émergence des manifestations pour le climat marque aussi le début de l'utilisation du terme « urgence », mis en avant par les médias, les associations et les organisations créées au même moment, comme *Save the Climate*. « Ce n'est pas au moment où l'on a commencé à parler d'urgence que l'urgence a commencé. Elle était sous nos yeux depuis déjà des années. L'urgence, c'est quand il est déjà trop tard » détaille le jeune homme. L'engagement de Thomas Cesbron pour l'urgence climatique se décline sous différentes formes. Pour lui, la participation aux grèves, aux manifestations et aux marches pour le climat est l'un des meilleurs moyens pour médiatiser la lutte et faire entendre ses revendications au plus grand nombre. Son association *La Voie Lycéenne*

participe à des conférences où la parole est donnée aux militants afin de faire émerger des solutions concrètes. Le militantisme de Thomas Cesbron s'illustre également par des actions individuelles impulsées par la motivation et la créativité de chacun. L'été dernier par exemple, le jeune militant a traversé une partie de la France, de Nantes jusqu'à Bordeaux, pour partir à la rencontre de celles et ceux qui essayent de changer les choses par leurs propres moyens. De ces échanges est né un film, mettant en lumière différentes initiatives locales, montrant que chacun peut agir à son échelle, sans attendre les prises de décision des grandes instances françaises.

URGENCE OU TENDANCE ?

Les actions individuelles sont primordiales à l'heure où les médias ne portent que très peu d'intérêt aux sujets climatiques. « Bien que l'urgence écologique soit clairement d'actualité, on ne parle plus que de la présidentielle », s'exaspère le militant écologiste. « Pour nous, l'un des enjeux de cette élection est d'élire la personne qui va se saisir le plus du dérèglement climatique en proposant des mesures à la hauteur.

À côté de ça, les médias ne parlent que d'Éric Zemmour et de l'extrême droite, car ce sont des sujets plus clivants », poursuit-il.

Pour Thomas Cesbron, le terme « d'urgence » a été pris comme une tendance pour les médias, au moment où les marches pour le climat et les actions militantes étaient plus récurrentes.

Aujourd'hui, certains mouvements se sont essouffés et la jeunesse se mobilise de moins en moins. « Je ne sais pas si la mobilisation diminue, donc les médias en parlent moins, ou si les médias parlent moins du sujet, donc les gens ont moins conscience de l'urgence et se mobilisent moins », s'interroge le jeune homme.

Pour le jeune homme, ce qui reste certain, c'est que les médias ont une certaine capacité à éveiller les consciences. Alors, pour que l'expression « urgence climatique » prenne tout son sens et ne soit pas utilisée comme tendance, il doit servir dans un premier temps à conscientiser et dans un second temps à se mobiliser.

SANDRA POURNIN



CIRCUITS COURTS, ENJEUX ET AMALGAMES

Depuis 2014, le Conseil départemental de la Gironde a fait de la consommation locale une problématique majeure. Cette prise de conscience s'illustre à travers l'Agenda 21 et les initiatives locales tentant de répondre à cet enjeu. C'est ce que confirme Julie Lailliau, autrice de la thèse *Des systèmes alimentaires locaux aux politiques alimentaires territoriales pour le Département*.

Selon Julie Lailliau, « l'alimentation locale en Gironde est soumise à différentes difficultés, rendant cet enjeu complexe et multisectoriel. » Pour l'ingénieure agronome, « le Département possède des capacités alimentaires restreintes, dû à sa croissance démographique et aux paysages qui le composent. En effet, la moitié de la surface de la Gironde est occupée par la forêt, et la partie agricole par des vignes, ce qui laisse peu de place pour l'alimentation. » Ces difficultés sont transverses à différents secteurs dont les enjeux relèvent du développement social, territorial ou encore agricole. Tant de secteurs et d'acteurs qui se rassemblent pour créer des initiatives en faveur de la consommation locale.

En Gironde, plusieurs actions sont menées pour maintenir une agriculture alimentaire qui se perd de plus en plus. Il existerait actuellement une quinzaine d'initiatives impulsées par des acteurs privés ou publics. À titre d'exemple, le Pôle Territorial du Grand Libournais a mis en place en 2020 un projet alimentaire permettant l'augmentation et la diversification de la production agricole sur son territoire. Il repose à la fois sur l'écoute des besoins des agriculteurs locaux et sur la prise en compte des attentes individuelles des Libournais. D'après Julie Lailliau, l'échange entre les différentes parties prenantes d'un territoire est primordial pour l'alimentation locale. « L'idée d'une gouvernance multi-acteurs est bénéfique et

nécessaire pour la consommation locale. Les échanges entre producteurs, consommateurs et acteurs publics sont le seul moyen de répondre aux attentes et volontés de chacun avec des solutions concrètes réalisables. »

“ D'un point de vue économique, la consommation locale est bénéfique car l'argent reste sur le territoire, mais d'un point de vue agricole, la mention "locale" ne garantit pas que le produit soit sans produits phytosanitaires ”

LOCAL : UN CERCLE VERTUEUX

Le Département de la Gironde peut ainsi compter sur un dynamisme national. Depuis plusieurs années, l'État finance des Projets Alimentaire Territoriaux (PAT) à l'instar du Pôle Territorial du Grand Libournais. Ces projets

qui ont pour but de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans un territoire, ont laissé place à une sorte d'amalgame dans la tête des consommateurs. « Il y a un véritable biais cognitif, une sorte d'idéalisation du local », confie Julie Lailliau. Cette idéalisation vient notamment de l'intérêt que portent les Girondins à casser la distanciation entre producteurs et consommateurs. Ce désir de comprendre la production, de rencontrer les producteurs, favorise la consommation du local au détriment du bio « En réalité un produit local n'est pas forcément un bon produit, le local n'est pas une certification mais juste un fait. D'un point de vue économique, la consommation locale est bénéfique car l'argent reste sur le territoire, mais d'un point de vue agricole, la mention "locale" ne garantit pas que le produit soit sans produits phytosanitaires... », poursuit-elle.

Ces dernières années, la consommation de produits estampillés bio a en effet régressé au profit des productions locales. La méconnaissance des cahiers des charges de cette certification favorise aussi cette baisse de consommation des produits bio. Julie Lailliau le confirme : « la relocalisation des productions ne suffit pas, ce processus doit s'accompagner de réponses aux cahiers des charges bio, un autre enjeu majeur de la Gironde. »

SANDRA POURNIN & MAELLYSSE FERREIRA



©DR



CROISSANCE OU PAS, TELLE EST LA QUESTION

Par temps de multiples consultations électorales, la décroissance s'introduit dans les argumentaires des politiciens écologistes qui présentent la notion en tant que réponse à l'urgence climatique. Mais de quoi s'agit-il vraiment ? Explications de Timothée Duverger, expert en économie sociale et solidaire.



Fer de lance du débat à la primaire écologiste, la décroissance a été soutenue par Delphine Batho et Sandrine Rousseau comme solution à la crise climatique. Pourtant, le concept philosophique et politique fait débat au sein même du parti Europe Écologie Les Verts (EELV). Solution aux maux du capitalisme pour certains, théorie utopiste pour d'autres, les enjeux de ce nouveau mode de croissance sont pluriels.

DE L'ART DE MOINS CONSOMMER

Il est admis que la croissance est à l'origine de l'amélioration du niveau de vie des habitants d'un pays. Pourtant depuis les années 1980, la pollution et l'épuisement des ressources naturelles font émerger chez certains économistes l'idée des bienfaits d'une politique de décroissance. Littéralement « *croissance négative* », Timothée Duverger - expert en économie sociale et solidaire (ESS) et enseignant à Sciences Po Bordeaux - convient qu'il serait plus logique de parler d'« *accroissance* ». « *L'idée qui se cache derrière la décroissance est celle qu'il faut sortir du culte de la croissance et arrêter de penser que tous les maux seront résolus grâce à elle puisqu'en réalité, la croissance est à la source d'un certain nombre de nos problèmes en matière d'inégalité ou d'écologie* », définit le spécialiste.

Le terme « décroissance » est l'invention de communicants dans les années 1970. Il est issu d'une traduction des premiers travaux scientifiques de Nicholas Georgescu-Roegen, expert en bioéconomie. Le terme, également employé par le philosophe et journaliste André Gorz, gagne en notoriété dans les années 2000 grâce à Vincent Cheynet, ancien publicitaire et rédacteur en chef du journal *La Décroissance*.

« *La décroissance visait à être un « mot obus », c'est-à-dire qu'il était employé dans le but de déconstruire le mythe de la croissance* », explique Timothée Duverger. En somme, la décroissance est un terme qu'il ne convient pas de prendre au sens littéral, mais plutôt comme une critique de la façon de mesurer la croissance économique aujourd'hui.

ADOPTER UNE POLITIQUE DE POST-CROISSANCE

Le terme « décroissance » a été conçu comme un slogan qui vient mettre en mots les problématiques liées à la croissance. « *Il ne s'agit pas de passer de la croissance à la décroissance. Le vrai sujet est de passer à la post-croissance, c'est-à-dire sortir du modèle d'une société de croissance* », précise Timothée Duverger.

Concrètement, adopter une politique de décroissance consisterait dans un premier temps à adopter un nouveau moyen de mesurer la croissance. « *Sans abandonner le PIB, il s'agirait de se tourner vers des indicateurs pluriels, prenant en compte les inégalités, les questions de santé, d'éducation, de préservation de l'environnement, de l'empreinte écologique...* »

La post-croissance, c'est aussi adopter un développement économique en lien avec les sujets de la transition économique, par exemple autour de l'économie circulaire, l'alimentation durable, les mobilités alternatives ou encore les énergies renouvelables. Pour l'expert, l'expérimentation nationale *Territoires zéro chômeur de longue durée* à laquelle souhaite participer la Ville de Bordeaux constitue une bonne illustration de cette nouvelle façon de vivre. Le projet pourrait notamment contribuer à ce qu'un bistrot voit

le jour dans le quartier du Grand Parc et que des activités autour du jardinage y soient organisées. L'objectif serait donc d'initier les administrés à des activités sensibilisant à la transition écologique tout en ayant une utilité sociale.

MOBILISER LES ACTEURS

Si la décroissance semble être l'une des réponses au dérèglement climatique, elle n'est pas si simple à mettre en place. Et pour cause, la décroissance est confrontée à de nombreux freins. Pour Timothée Duverger : « *le premier relève de la géopolitique, le second tient au mode de vie et le troisième émane d'un sujet d'ordre social.* » En effet, si les pays occidentaux se questionnent sur les modèles qu'ils ont eux-mêmes créés, d'autres pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil - qui ont des taux de croissance autour de 10% - ne se sentent pas concernés. Il en est de même pour le mode de vie des Occidentaux. Tout le monde est conscient que des efforts sont à faire en matière de consommation et d'habitudes de vie, mais peu sont prêts à renoncer à un certain confort. Alors comment passer outre ces freins ? « *Malheureusement je n'ai pas de recette miracle à donner. Mais je crois dans le mouvement structurel. C'est-à-dire que plus ça va, plus il y a des choses qui bougent, des entreprises qui commencent à se questionner. Si elles sont, certes, prises par le court terme, elles ont aussi des enjeux de long terme.* » Même s'il n'y a pas de solution miraculeuse, les grandes instances peuvent initier un changement. En ce qui nous concerne, l'Union Européenne doit s'engager pour être un modèle et un moteur pour la transition écologique.

CHARLOTTE TAVITIAN & EMILIE TRINEAU



VOUS AVEZ DIT RÉSILIENCE ?

À l'heure où une course contre-la-montre est lancée pour lutter contre le réchauffement climatique, la résilience est dans toutes les bouches. Mais que signifie-t-elle exactement ? Quels enjeux englobe-t-elle ? Éclaircissements de Magali Reghezza-Zitt, géographe et maître de conférence à l'École Normale Supérieure de Paris (ENS).

Promulguée le 24 août 2021, la loi « Climat et Résilience » nous montre à quel point la résilience devient aujourd'hui un terme largement politisé en France. Magali Reghezza-Zitt la définit comme étant « à la fois le processus, les facultés, les compétences et les ressources qui vont permettre de faire face à un choc ou à une crise et de s'en relever si possible de manière positive ». Ses premiers travaux sur la vulnérabilité et l'aménagement des territoires dans des zones à risque ont convergé vers de nouvelles recherches sur la résilience et l'adaptation aux changements climatiques. Ces deux notions tendent de plus en plus à devenir indissociables.

LONG CHEMIN VERS LA RÉSILIENCE

Les pays membres de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) tirent-ils vraiment des leçons du passé ? Question légitime au regard des avis très contrastés sur les décisions prises lors de la COP26. La maître de conférence à l'ENS porte notre attention sur le véritable rôle des COP : « Il faut rappeler qu'elles sont des arènes de négociation internationale qui visent d'abord

à obtenir un consensus pour faire avancer les choses, mais dans leur fabrique même, les COP ne sont pas des lieux où l'on va pouvoir prendre des décisions radicales. » Ainsi, il serait plus juste de regarder comment chaque État développe une stratégie climat, la conduisant à la résilience face au changement climatique. La géographe note que pour le territoire français, la réponse à la question « Que serait une France résiliente face à cette crise ? » reste encore trop floue. Une ambiguïté qui prouve qu'il reste encore à définir quelle résilience le gouvernement français souhaite atteindre afin qu'elle soit la plus juste possible.

RÉSILIENCE ET COMMUNICATION POLITIQUE

Résilience tu entendas, vigilant tu seras ! Expression à connotation positive, la résilience peut facilement laisser sous-entendre que quoi qu'il arrive, on s'en sortira. « Tout l'enjeu est de dépasser les discours politiques, voire politiques qui vont utiliser cette résilience pour l'inaction, ou pour faire porter la responsabilité et les coûts de l'adaptation sur les plus fragiles », explique l'experte. Les communicants ont donc leur rôle à jouer dans cette transition : « Il faudrait que l'ensemble des acteurs de



Magali Reghezza-Zitt

l'information s'appuient sur des canaux de communication pour permettre à chacun de s'approprier ces sujets-là, de se sentir concerné, de se faire sa propre opinion pour déterminer son choix », affirme Magali Reghezza-Zitt. Un retour à l'éthique de l'information et de la communication s'avère alors indispensable pour accompagner les futures politiques climatiques.

MAUD TARRADE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDARITÉ À LA FAC

Depuis quelques années, l'Université Bordeaux Montaigne fait des questions de développement durable une priorité. Entre biodiversité et économie sociale et solidaire, zoom sur les projets et initiatives mis en place par la présidence, le personnel et les étudiants.

Favoriser l'économie circulaire, mieux gérer les déchets ou encore développer la biodiversité du campus : voici quelques-uns des objectifs de développement durable de l'Université Bordeaux Montaigne. Au sein de l'équipe de gouvernance, Xavier Amelot, vice-président délégué à l'Aménagement et au

développement durable, et Corinne Marache, chargée de mission Transition écologique et solidaire, se penchent depuis maintenant deux ans sur ces questions.

NOUVEAUX MODES DE VIE

Si certaines des missions de transition écologique et solidaire de l'université sont fixées par le ministère, l'équipe tient avant tout à valoriser les initiatives locales et les savoir-faire présents en interne. Certaines formations sont ainsi sollicitées dans la mise en œuvre de projets, via la réalisation de diagnostics ou de design d'espaces, tandis que des associations dirigent des ateliers de sensibilisation autour de la cuisine, du déplacement à trottinette, ou encore de la construction de vélo.

« C'est la manière dont nous travaillons depuis deux ans », explique Corinne Marache. Nous ne voulons pas seulement mener des actions qui vont du haut vers le bas, mais travailler avec la communauté, accompagner les projets des étudiants et du personnel. » De nombreux projets ont ainsi vu le jour, notamment autour de la mobilité douce et de l'alimentation durable, les deux principales priorités de l'équipe. Des garages à vélo démontables et déplaçables, des ruches pédagogiques, un forfait mobilité durable, des marchés solidaires et

réfrigérateurs « zéro gaspi », et bien d'autres, sont mis à disposition.

FAIRE CONNAÎTRE LES INFRASTRUCTURES

Maintenant que ces projets ont été concrétisés, l'objectif du pôle développement durable est de les faire connaître. Pour ce faire, l'événementiel est un pilier majeur : le troc de plantes, d'objets, ou encore de vêtements favorise la découverte des dispositifs ainsi que le développement de l'économie circulaire sur le campus. Autre initiative : labelliser les espaces verts de l'université et favoriser leur appropriation par les étudiants, avec notamment des panneaux explicatifs, la mise en avant des ruches, et des parcours pédagogiques. Des projets d'aménagement de la maison des étudiants et la mise en place de lieux de vie alternatifs (modules en bois) sont également en cours. L'objectif : améliorer la qualité de vie et donner envie aux étudiants de passer du temps sur le campus hors des heures de cours.

Enfin, une bonne nouvelle pour les conducteurs. À l'heure où sont écrites ces lignes, des aires de covoiturage sont attendues, accompagnées d'ateliers de sensibilisation menés par l'association Étu'récup. L'occasion idéale de prendre certaines résolutions éco-responsables.

RACHEL BLOT





MOBILITÉS DOUCES ET SÉNIORS JE T'AIME MOI NON PLUS

À l'heure où les mobilités douces se dessinent comme l'une des solutions pour contrer les effets du réchauffement climatique. Une question se pose néanmoins sur ces modes de transport. Sont-ils faits pour tous et notamment pour les séniors ?



Si l'utilisation de la voiture était à son apogée dans les années 1950, elle a aujourd'hui perdu quelque peu en popularité. Dans une perspective de diminution de la pollution, les mobilités douces - faiblement carbonées - telles que le vélo, la marche à pied, la trottinette ou encore les transports en commun comme le bus ou le tramway, se présentent comme une alternative aux véhicules.

« Il y a des personnes qui vont avoir besoin de ne plus subir leur déplacement. »

Dans cette volonté de sensibiliser aux changements de comportements, l'association Wimoov, plateforme dédiée à la mobilité inclusive pour les publics fragiles, est née en 1997 et s'est implantée dans plusieurs régions de France. « Notre force, c'est d'être dans le conseil en mobilité, c'est-à-dire que l'on va faire le lien, l'interface, entre une personne qui est en situation de fragilité à cause de sa mobilité et l'ensemble des dispositifs qui existent sur un territoire », affirme Thomas Leclerc. Cette plateforme possède un véritable rôle d'accompagnement des personnes en situation de fragilité et

intervient dans leur quotidien « *que ce soit pour trouver un emploi, avoir une vie sociale, aller au marché, se nourrir etc.* », évoque le directeur de la plateforme Nouvelle-Aquitaine. Wimoov aspire ainsi à rendre plus visibles des mobilités sur tout un territoire qui seraient méconnues de ces publics fragiles et notamment des séniors.

QUELQUES FREINS RÉSISTANTS

Sur le point de prendre le tramway, vous vous procurez un ticket à l'automate. Cette action représente à vos yeux une simple étape de votre journée ? Elle relève presque du parcours du combattant pour d'autres. Les séniors réticents à l'utilisation des mobilités douces ne le sont pas par hasard. Fracture numérique, isolement, peurs personnelles etc. Diverses raisons expliquent ce comportement. Thomas Leclerc généralise même le propos à l'ensemble des moyens de transport et étaye l'analyse : « *Le moyen de transport en lui-même n'est pas le seul questionnement. Il faut insister sur le fait que quel qu'il soit, il y a des personnes qui vont avoir besoin de ne plus subir leur déplacement.* » Plutôt que de se questionner sur la compatibilité entre les mobilités douces et les séniors, il s'agit d'étudier l'accessibilité de ces modes de déplacement pour ce public.

La complexité du sujet réside également dans l'action paradoxale des acteurs institutionnels. Le directeur de la plateforme Wimoov en Nouvelle-Aquitaine explique que bien souvent, les mobilités mises en place par les territoires ne sont pas utilisées

par les publics ciblés. Une antinomie qui amène à réfléchir sur l'exploitation de l'existant afin d'en tirer une mobilité adaptée pour les séniors.

VERS UN ACCOMPAGNEMENT

Oui : une mobilité accessible et réaliste pour les séniors reste possible. À différentes échelles, des changements montrent que les séniors sont davantage inclus dans la thématique des transports. Pour Thomas Leclerc, l'adoption de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) le 26 décembre 2019, représente une avancée symbolique pour les publics fragiles. « *On change de paradigme puisqu'on passe de la notion de transport à celle de mobilité. Il y a là une vraie reconnaissance du droit à l'accompagnement* », confie-t-il. Une décision politique qui doit encore montrer ses effets, mais qui accorde du crédit aux acteurs comme Wimoov.

L'association est même allée plus loin en mettant en place un baromètre des mobilités du quotidien. « *Depuis 2019, on interroge des échantillons représentatifs de la population française sur leurs pratiques de mobilité pour ressortir les potentiels challenges à relever* », explique Thomas Leclerc. Une initiative qui tend à déconstruire les idées reçues et à ouvrir les yeux sur les réelles difficultés rencontrées autour des questions de mobilité.

DANA GLOAGUEN & MAUD TARRADE



NOUS N'HÉRITONS PAS
DE LA TERRE DE NOS ANCÊTRES,
NOUS L'EMPRUNTONS À NOS ENFANTS

Antoine de Saint-Exupéry



HASHTAG LA LUTTE CERTIFIÉE

Depuis la fin des années 2000, les hashtags sont de plus en plus populaires. D'abord utilisés pour accentuer le référencement des posts Instagram ou Twitter, ils manifestent désormais l'engagement politique ou sociétal de chacun. Mais que représentent-ils réellement pour les utilisateurs de réseaux sociaux ?

A l'origine simples outils pour partager nos quotidiens, les réseaux sociaux sont maintenant des plateformes incontournables lorsqu'il s'agit d'engagements sociétaux. Le phénomène du hashtag s'impose aujourd'hui comme une évidence pour dénoncer ou encore témoigner. Bien plus qu'un outil technologique, il est un moyen de créer un sentiment d'appartenance.

UN HASHTAG, DES MILLIERS DE PERSONNES

Derrière un hashtag se cachent des milliers de témoignages. Ils apparaissent alors comme un moyen de rassurer ses utilisateurs et de trouver du soutien. Selon Carla, étudiante en école d'ingénieur à Toulouse, les sujets féministes ont leur place derrière ces hashtags car ils permettent de montrer aux victimes qu'elles ne sont pas seules. « *Tout le monde s'unit derrière un hashtag, on témoigne, on se soutient, on s'écoute.* » La force du phénomène des hashtags, c'est aussi se sentir compris, sans forcément les utiliser. Certains internautes ne s'en servent pas, mais les suivent tout de même car ils apparaissent

comme étant un moyen de prendre connaissance des témoignages. Amélie, étudiante en communication, déclare qu'elle n'utilise pas les hashtags mais qu'elle en suit tout de même : « *Je suis abonnée à des hashtags auxquels je peux m'identifier et qui me permettent de comprendre que je ne suis pas la seule à vivre certaines injustices.* »

HASHTAG : UNE LUTTE EFFICACE ?

Mais un hashtag sert-il réellement à quelque chose ? Selon les personnes interviewées, au travers des termes « libérateurs », « fédérateur » ou encore « révélation », la réponse est oui. Qu'ils soient féministes, écologistes ou encore politiques, les hashtags permettraient de mettre en lumière des débats, des faits, qui ne sont pas encore ou peu traités par les médias. Swann, jeune étudiante en droit à Bordeaux, a déjà eu l'occasion d'utiliser des hashtags féministes comme #JeTeCrois. « *Le plus important derrière ces hashtags, c'est de pouvoir se rendre compte des choses, d'ouvrir la porte d'un débat qui est considéré comme minime mais qui touche beaucoup de personnes* », confie-t-elle. Ainsi, les hashtags féministes ont permis de révéler



des abus faits aux femmes dans le monde des agences de communication, du théâtre ou encore de la politique. Bien d'autres organisations sont concernées et elles aussi l'objet de hashtags. L'outil reste efficace mais il ne permet pas forcément de résoudre ces problèmes. « *Même si les #Metoo et #Balancetonporc ont pu faire bouger les choses sur certains points, peu de hashtags aboutissent sur des décisions officielles* », confie Carla. Ouvrir les yeux sur une réalité est une chose, la changer en est une autre.

MAELLYSSE FERREIRA

MÉTAVERS, RENOUVEAU DES RÉSEAUX SOCIAUX ?

2021 a vu la notion de métavers susciter beaucoup d'intérêt. Entre concerts virtuels, cryptomonnaies et nouvelles formes de marketing, quels sont les enjeux de ces réalités virtuelles ? Explications.

De *Snow Crash* à *Ready Player One*, les mondes virtuels excitent nos imaginaires depuis des décennies. Aujourd'hui, ceux-ci quittent définitivement le cadre de la fiction pour devenir une réalité.

Fortnite, *Roblox*, ou encore *Decentraland* : ces plateformes ont connu un véritable essor ces dernières années et comptent à présent des dizaines de millions d'utilisateurs quotidiens. Face à leur succès, c'est au tour de Mark Zuckerberg d'annoncer le 28 octobre dernier 2021 la création de son propre « métavers ». Mais de quoi parle-t-on, exactement ?

Au croisement du réel et du virtuel, le

métavers est composé de plusieurs « mondes » en 3D, accessibles via des lunettes de réalité augmentée ou des casques de réalité virtuelle. À l'intérieur, les utilisateurs peuvent créer leurs propres avatars pour interagir les uns avec les autres, aller au travail, se rendre à des concerts, ou encore investir dans des propriétés virtuelles. Pour le créateur de *Facebook*, le métavers deviendra à terme le successeur d'Internet et des réseaux sociaux.

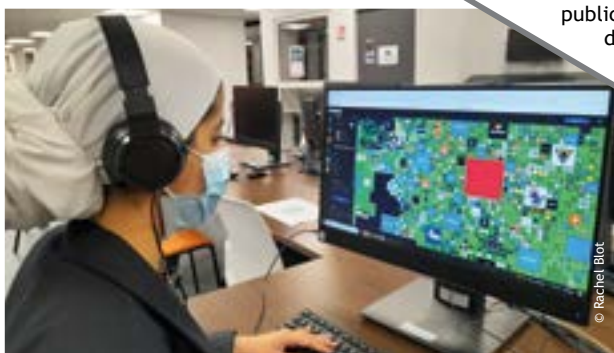
Sous l'impulsion de la crise sanitaire, d'autres marques se sont lancées dans le développement d'univers et d'objets virtuels. Haute couture pour avatars, terrains et maisons virtuelles, objets dématérialisés uniques (NFTs) pour les collectionneurs... Si le marché de la

publicité virtuelle existe depuis près de vingt ans, l'événementiel dans le métavers vient transformer en profondeur les pratiques numériques et marketing de nombreux secteurs. Goodies virtuels à collectionner, panneaux publicitaires et placements de produits *in-world* ne sont que quelques exemples de nouveaux modèles publicitaires privilégiant l'expérience utilisateur comme jamais auparavant.

INNOVATIONS CONTROVERSÉES

Malgré un engouement grandissant, le concept est loin de faire l'unanimité. Avec les nombreux scandales qui ont récemment secoué *Facebook*, beaucoup s'interrogent sur la capacité de l'entreprise à protéger les données de ses utilisateurs. Autre problématique : l'impact environnemental des univers virtuels. Principalement basés sur des blockchains* comme *Ethereum* ou *Solana*, les métavers et NFTs sont très gourmands en énergie. Selon l'*Ethereum Energy Consumption Index*, chaque transaction sur *Ethereum* consommerait l'équivalent d'une semaine d'alimentation électrique pour une maison aux États-Unis et aurait la même empreinte carbone que 18,268 heures de visionnage sur *Youtube*. Ramené sur une année, cela correspondrait à la consommation énergétique du Kazakhstan et à l'empreinte carbone de la Bulgarie. Dans un contexte où l'urgence climatique et la protection de la vie privée sont des enjeux mondiaux majeurs, le métavers saura-t-il s'adapter pour proposer des solutions responsables ? Seul le temps nous le dira.

*technologies de transaction, stockage et partage d'information sans organe de contrôle



RACHEL BLOT & MAYSSANE HASSAN



JESSICA DE BIDERAN

Diplômée en Histoire de l'Art, passée par le monde de l'entreprise, et désormais enseignante-chercheuse avec le statut de maîtresse de conférences à l'ISIC depuis septembre 2021, Jessica de Bideran a plus d'une corde à son arc. Elle sera, à la rentrée prochaine, codirectrice de la Licence Information-Communication de l'ISIC. Rencontre avec une hyperactive assumée.

Les Points sur les 1 : Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?
Jessica de Bideran : J'ai été recrutée au printemps 2021 à l'ISIC, et j'ai pris mes fonctions en septembre pour un poste d'enseignante-chercheuse en médiation culturelle et dispositifs numériques.

L.P.I : Quel a été votre parcours ?

J.D.B : Je ne sais pas si on peut dire que mon parcours est atypique, mais j'ai été à la fois dans le monde professionnel et dans le milieu de la recherche. J'ai fait mes études en Histoire de l'art. Après mon diplôme, je me destinais à la recherche dans l'histoire de l'art médiéval à Bordeaux. Mais en 2005, j'ai eu l'occasion d'intégrer une entreprise bordelaise qui commençait à développer son activité muséographique à travers la conception et de la production de dispositifs numériques pour des musées, des sites historiques et archéologiques. J'ai arrêté mes recherches académiques pour rejoindre cette entreprise en tant que chargée de projet patrimoine. C'était un métier qui n'existait pas, il y avait tout à inventer : faire le lien entre des informaticiens, des infographistes - qui produisaient et concevaient ces dispositifs numériques - et les acteurs institutionnels, culturels, conservateurs de musées, historiens, archéologues, médiateurs...

Après avoir travaillé pendant huit ans en entreprise, je sentais que la recherche me manquait et continuait à m'interroger. J'ai

pensé qu'il y avait matière à réfléchir et à écrire sur ce qu'on produisait comme types de dispositifs, sur ce que cela disait sur l'évolution des musées, de la recherche historique et de sa représentation. J'ai donc entamé une recherche doctorale sur ce sujet, en parallèle de mon poste de chargée de projet. J'ai soutenu ma thèse en 2012, avec une double coloration : Histoire de l'art et Sciences de l'Information et de la Communication. Après ma soutenance j'ai commencé à travailler avec l'université en montant des programmes de recherche avec des collègues de l'ISIC, du laboratoire TELEM (littérature) et avec des institutionnels comme la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), Cap Sciences, ou encore l'Agence Livre Cinéma et Audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine (ALCA).

L.P.I : Quelle place a l'enseignement pour vous ?

J.D.B : J'ai commencé à enseigner dès ma thèse en UFR Humanité (*Master Patrimoine et Musées*). Quelques temps après, j'ai rejoint l'ISIC pour suivre différents Masters (*Médiation des Sciences* avec un enseignement sur les expositions virtuelles, en *Communication des Générations* sur les publics de la culture et en *Conception de Projet Numérique et Multimédia* sur l'impact du numérique dans les institutions culturelles). Aujourd'hui, je suis titulaire de l'Université Bordeaux Montaigne et tous mes enseignements sont rattachés à l'ISIC. Je continue d'entretenir des liens étroits avec

le milieu professionnel entrepreneurial. S'il m'est arrivé de mener des études pour des entreprises ou des institutions, je suis maintenant entièrement dévouée à l'ISIC.

L.P.I : Comment menez-vous de fronts vos différentes activités ?

J.D.B : Pour le moment ça me semble assez réalisable, car mes recherches nourrissent mes enseignements et les recherches bibliographiques que je fais pour mes enseignements nourrissent ma recherche. Je n'ai donc pas l'impression d'avoir à me démultiplier pour tout faire. Tout est lié. Pour l'instant, ça va. Je ne suis pas proche du burn out... (rires) On verra dans quelques mois ou années !

L.P.I : Quel lien faites-vous entre la médiation culturelle et la communication ?

J.D.B : L'art est une forme de communication. Des hommes préhistoriques aux artistes contemporains, hommes et femmes ont toujours produit des artefacts et des objets pour communiquer. Le lien est donc assez naturel. Mais ce lien n'est pas assez enseigné en Histoire de l'art. Ce sont les lectures des travaux de Roland Barthes et Erwin Panofsky, entre autres, qui m'ont permis de faire le lien entre création culturelle et communication. Cela m'a beaucoup aidé dans mon cheminement de penser la forme artistique comme un objet communicationnel. L'objet patrimonial c'est un objet communicationnel, car il nous communique quelque chose du passé. Si ces objets ne sont pas mis en communication, ils sont vides de sens.

Dans les métiers de la médiation culturelle, de plus en plus de formations sont issues de l'histoire de l'art et des sciences de l'information et de la communication. C'est une richesse, car il y a une vraie réflexion sur « C'est quoi communiquer ? C'est quoi médier ? »

L.P.I : Vous allez prochainement codiriger la licence info-com à l'ISIC, comment voyez vous la suite ?

J.D.B : J'ai commencé à me familiariser avec cette nouvelle fonction en janvier, et je prendrai réellement la codirection avec Corinne Destal en septembre 2022. Pour moi cette responsabilité est nouvelle. J'appréhende forcément un peu, parce que je pense qu'il y a une charge administrative assez importante avec le suivi de 600 étudiants... Mais ça va être passionnant humainement d'offrir un suivi aux étudiants, en essayant de repérer ceux qui sont en difficulté. C'est ce qui fait aussi le sens de nos métiers. Ça donne du sens d'être en contact avec des jeunes, de ne pas être uniquement dans l'enseignement théorique, et essayer d'en faire des citoyens éclairés.



Jessica de Bideran

CHARLOTTE TAVITIAN



PAULINE BOYER

Depuis 2017, Pauline Boyer, journaliste pigiste, intervient en tant qu'enseignante vacataire à l'ISIC dans le cadre du cours de champs journalistiques. Elle explique les différents aspects de son métier.

Les Points sur les I : Pouvez-vous revenir sur votre parcours d'études ?

Pauline Boyer : Après mon bac littéraire, j'ai voulu intégrer Sciences Po. J'ai tenté le concours, mais ce n'était pas pour moi. J'ai donc suivi une prépa littéraire pendant deux ans. J'ai acquis de bonnes méthodes de travail. La prépa a été intense, exigeante mais très intéressante.

J'ai toujours plus ou moins voulu être journaliste. Ensuite, j'ai obtenu le concours d'école de journalisme à l'IUT de Bordeaux, qui aujourd'hui est devenu l'IJBA. Une fois diplômée, j'ai commencé à travailler dans la région.

L.P.I : En quoi une journée-type en tant que pigiste ?

P.B : Il n'y a pas tellement de journée type et c'est ça la particularité du métier. Il n'y a pas de régularité. Je travaille avec plusieurs médias même si depuis le début de l'année 2021, j'ai un petit peu réduit le nombre de supports pour consacrer un peu plus de temps à l'enseignement.

Actuellement, je donne des cours à l'EFJ qui est une école privée de journalisme mais aussi à l'ISIC. Je dirige aussi pas mal d'ateliers

d'éducation aux médias dans des collèges et des écoles primaires. En parallèle, je travaille pour des entreprises de production où je propose des sujets d'actualité, où je suis en charge de l'écriture de films et de l'organisation de tournages.

Jusqu'en février dernier, je réalisais la correspondance du *Figaro* mais je travaille encore régulièrement pour les pages régionales du magazine *ELLE*.

L.P.I : Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans votre métier ?

P.B : Ce qui me plaît, c'est effectivement la variété. C'est sûr qu'il n'y a pas de routine, pas de train-train quotidien. Quand je parle de variété, elle touche aussi les gens que l'on rencontre que les sujets sur lesquels nous travaillons.

Nous sommes toujours dans la découverte, la nouveauté, la curiosité et c'est vrai que c'est très stimulant. J'apprécie énormément ma liberté. Le fait d'être pigiste me permet de m'organiser et de lier mon travail à mes contingences plus personnelles.

S'adapter c'est le secret, moduler son travail, ses horaires. Donc c'est vrai, que c'est assez confortable. Ce n'est pas comme dépendre d'une rédaction dans un quotidien où la pression

est permanente. On apprend en permanence et tous ces aspects bien connus du journalisme sont une réalité, pas une légende.

L.P.I : Et ce qui vous plaît un peu moins ?

P.B : La situation de pigiste ce n'est pas toujours simple. Il faut reconnaître que la contrepartie de la liberté, c'est une forme d'instabilité. Je n'ai ni salaire fixe, ni sécurité de l'emploi. Dans la vie, il y a des périodes où l'on peut être moins armé face à cette situation, où on a moins d'énergie, moins d'idées, et d'autres où ça coule de source.

Sur le terrain, c'est aussi devenu plus complexe. Il nous faut faire preuve de pédagogie car les médias ne sont pas toujours bien vus. Il règne une vraie défiance à l'égard des journalistes et ce n'est pas toujours facile à vivre.

L.P.I : Le covid a-t-il amplifié ce phénomène de défiance ?

P.B : Il est apparu avant, avec le mouvement revendicatif des gilets jaunes, dans un climat international lié à l'élection de Donald Trump aux États-Unis, engendrant une critique globale des médias installés. Un côté positif : une certaine parole a été libérée un peu partout... mais quitte à diffuser des *fake news*. Nous devons redoubler de professionnalisme et de pédagogie. C'est une reconquête de l'opinion à laquelle nous devons nous employer en reconnaissant les excès qu'ont parfois eu des professionnels très reconnus à l'échelle nationale. Nous avons à lier humilité et souci de rapporter les faits qui touchent les gens avec une analyse authentiquement journalistique.

L.P.I : Qu'est-ce qui vous a motivé à venir enseigner à l'ISIC ?

P.B : J'avais, proche de moi, une collègue avec qui j'avais travaillé à *20 Minutes*. Elle enseignait déjà à l'ISIC et m'avait dit que c'était très intéressant. À titre personnel, j'ai toujours aimé échanger avec les plus jeunes. Lorsque j'ai été sollicitée et que ma collègue ne pouvait plus assurer ses heures, j'ai été ravie. Ce qui m'a plu tout de suite, malgré de grosses promotions, c'est qu'on arrive à toujours être dans l'échange.

Cette interaction est incroyable et elle nous oblige à mettre des mots sur notre pratique, de poser un regard précis sur notre profession et de nous remettre en question. Les étudiantes et étudiants nous questionnent, nous poussent dans nos retranchements. Ils nous demandent de formaliser dans la minutie, et c'est très salvateur pour nos pratiques.

C'est essentiel de transmettre, ce qui n'interdit pas des vraies discussions vives et même des étincelles. J'ai plaisir à transmettre les rouages d'un très beau métier nécessaire, utile, indispensable à la liberté d'expression et de cela les jeunes générations sont largement convaincues.

LOLA LE GUÉ





Julien Val

JULIEN VAL

Il y a moins d'un an, Julien Val est devenu le nouveau responsable administratif du pôle étude de l'UFR des Sciences des Territoires et de la Communication.

de responsable administratif du pôle étude de l'UFR STC. L'administration universitaire représente un nouvel univers qu'il découvre tous les jours grâce à la variété de ses missions.

NOUVEAU CHALLENGE

Cette envie de changement est venue de son impression d'avoir fait le tour du milieu financier dans lequel il exerçait et de son envie d'obtenir de nouvelles responsabilités, comme encadrer une équipe plus conséquente.

Arrivé pendant une période particulière due à la crise sanitaire liée au Covid-19, ce nouveau responsable a rencontré quelques difficultés à prendre ses marques. Découverte d'un nouvel environnement, absence d'élèves sur le campus, nouveau cadre réglementaire, nouvelles procédures et les multiples acronymes utilisés par l'université, en parallèle de la construction de la nouvelle offre de formation, cette prise de poste a été un véritable challenge.

Ses missions principales reposent sur la direction et la coordination des activités relatives à l'offre de formation de la composante.

Cela revient à coordonner l'évaluation et la préparation des contrats quinquennaux et l'élaboration des plaquettes de formation, l'inscription pédagogique jusqu'à la délivrance des diplômes, la gestion des plateformes de recrutement, la retranscription des notes ou encore la liaison avec les enseignants.

RÔLE PÉDAGOGIQUE

Être responsable administratif du pôle étude ne se limite pas seulement à mettre en place une nouvelle offre de formation ou mettre à jour les plateformes d'inscription. C'est aussi, accueillir les étudiants désorientés, aider ceux qui rencontrent des difficultés à se loger, conseiller ceux qui souhaitent arrêter leurs études et ceux qui n'arrivent pas à allier les cours avec leur travail étudiant.

En plus de ses missions quotidiennes, Julien Val a un projet en tête : renforcer le pôle étude dans son accompagnement auprès des étudiants et dans son rôle de relais auprès des enseignants.

EMMA MALLORCA

Changement de cap, ancien étudiant en droit à Bordeaux IV jusqu'en 2006 avec une formation de juriste, Julien Val a commencé sa carrière professionnelle au CNRS au sein de la Délégation Régionale Aquitaine de Talence. Avant d'intégrer le pôle étude de l'UFR des Sciences des Territoires et de la Communication (STC) courant mai 2021, il a d'abord été responsable du pôle audit pendant 13 ans et en parallèle responsable du pôle achat. Sa curiosité et son désir de découvrir un nouvel environnement l'ont amené à postuler, sans trop savoir à quoi s'attendre, au poste

LINDA RAMINOARISON

Depuis le mois de septembre, Linda Raminoarison est la nouvelle responsable du bureau des licences. Elle explique les différents aspects de son métier en lien avec les étudiants et les enseignants.

Les Points sur les 1 : *Pouvez-vous nous raconter votre parcours universitaire et professionnel ?*

Linda Raminoarison : Ancienne étudiante de l'université Bordeaux Montaigne, je suis diplômée de deux Licences en LEA anglais-espagnol et LLCEP japonais. Ensuite, j'ai effectué un séjour de mobilité au Japon. Au niveau professionnel, j'ai d'abord été contractuelle étudiante à l'université de Bordeaux dans différents services : scolarité, RH, direction des relations internationales (DRI). Ces expériences m'ont permis de me familiariser avec le milieu administratif et à la faveur d'un concours de la fonction publique en 2013, j'ai intégré l'université Bordeaux Montaigne. J'y ai évolué en tant que gestionnaire administrative au sein de plusieurs services : UFR Humanités, DRI, DRH. Riche de ces expériences, j'ai continué à passer des concours avant d'en obtenir un nouveau et d'intégrer l'UFR STC en septembre 2021.

L.P.I : *En quoi consiste votre métier ?*

L.R : En tant que responsable de bureau, je suis amenée à coordonner les activités du Bureau Licences - trois départements ISIC, Géographie, IATU - soit 1 600 étudiants. J'ai trois collègues gestionnaires. Nous accueillons, informons et gérons la scolarité des étudiants de licence depuis leur recrutement jusqu'à

la délivrance des diplômes. Mon rôle est d'organiser et de planifier les activités, soutenir mes collègues gestionnaires en cas de difficultés ou de pics d'activité. En collaboration avec les équipes enseignantes et d'autres services de l'université, nous devons veiller à ce que la scolarité des étudiants se passe le mieux possible, dans le respect de la réglementation. J'ai également un rôle « technique », je dois maîtriser les outils et applications informatiques liés à nos missions, veiller à ce que les données renseignées soient fiables pour répondre à certaines enquêtes. Cette année, je participe à l'élaboration et la mise à en place de la nouvelle offre de formation 2022-2026 en vue de la prochaine accréditation de l'établissement. Je suis aussi référente administrative au niveau de l'UFR STC pour les mobilités internationales.

L.P.I : *En quelques mots, quels sont les plus et les moins de votre activité professionnelle ?*

L.R : Ce qui me plaît le plus : un métier où les missions sont variées, on est au contact des étudiants et des enseignants. C'est toujours gratifiant de trouver des solutions à des problèmes soulevés, de se savoir utile. Ce que j'aime aussi à l'UFR c'est le travail d'équipe, savoir que l'on peut compter sur ses collègues, sa direction. Il règne une bonne ambiance de travail.

Les difficultés : les flux tendus, il faut savoir s'adapter à des contraintes, parfois à des imprévus, à une réglementation à mettre en application du jour au lendemain. Parfois nous rencontrons des étudiants en grande difficulté, il faut leur apporter un soutien. Ce que je conseillerais aux personnes qui souhaitent exercer ce métier : avoir le sens du contact, savoir s'organiser pour ne pas être débordé et surtout, avoir de grandes capacités d'adaptation.

LOLA LE GUÉ



Linda Raminoarison



CÉCILE ET VINCENT CO-PRÉSIDENTS DU MICA

Le 30 novembre 2021, Cécile Croce et Vincent Liquète ont été élus par les membres permanents du MICA, les enseignants chercheurs et les doctorants. Cette unité de recherche, composée de six axes, est une référence dans le domaine des sciences de l'art et de l'information et de la communication.

Cécile Croce connaît bien cette fonction. Depuis 2018, elle était directrice adjointe du MICA aux côtés d'Alain Kiyindou. Maître de conférences habilitée à diriger des recherches en esthétique et en sciences de l'art à l'Université Bordeaux Montaigne, elle était présente à l'origine de la formation du MICA (membre d'IMAGINES). Cécile Croce a depuis toujours été impliquée dans la vie universitaire par ses engagements administratifs et pour la formation.

DUO D'EXPÉRIENCES

Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bordeaux-INSPE, Vincent Liquète est membre du MICA en tant que directeur de recherche à l'école doctorale Montaigne Humanités depuis 2005. Vincent s'investit beaucoup au sein du MICA et assume de nombreuses responsabilités pédagogiques, administratives et scientifiques. Cette année, il assume même la responsabilité de l'axe ICIN du MICA, dans la continuité de ses engagements.

UNE VISION À CINQ ANS

Pour ce nouveau mandat, la direction s'est fixé un objectif de continuité. Cécile Croce nous confie que la direction cherche à « apporter du perfectionnement et de l'approfondissement. Nous sommes dans la ligne de ce qui a été proposé par les directions précédentes ».

Cette nouvelle direction souhaite, certes, continuer le travail engagé ces dernières années tout en y apportant des ajustements. « On constate qu'il y a des points à reprendre et à améliorer », affirme Vincent Liquète. C'est pourquoi le duo entend également

travailler sur de nouveaux enjeux. « Nous souhaitons renforcer les dynamiques de préparation et d'accompagnement des doctorants, ainsi que leur insertion, quelle soit professionnelle ou scientifique », complète le coprésident.

“ Nous souhaitons renforcer la préparation et l'insertion professionnelle des doctorants ”

Pour rappel le MICA, soit Médiation, Information, Communication, Arts est un laboratoire tout à fait unique en son genre à l'échelle nationale. Il est largement reconnu comme un pôle de recherche d'excellence en communication. Si le MICA forme beaucoup de doctorants, il est vrai que certains abandonnent en cours de route et une fois la thèse obtenue, le plus difficile commence pour ces jeunes actifs. Un travail sur la transversalité des six axes de recherche sera également à mener pour qu'il y ait beaucoup plus de liens entre eux. Au-delà, l'un des enjeux de ce mandat est de rendre plus accessible les six revues que produit le laboratoire de recherche et réussir à les valoriser. Pour y parvenir, il sera important de travailler en correspondance avec les partenaires et les réseaux du MICA.

FAVORISER LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Cécile Croce et Vincent Liquète s'attacheront à préserver une orientation très forte à l'international notamment avec les pays francophones du continent africain. « Nous souhaitons garder cet ancrage international mais aussi l'ouvrir », conclut M. Liquète. Tous les deux souhaitent renforcer les collaborations et les dynamiques inter-axes et le confient dans leur profession de foi « Notre codirection œuvrera pour que le MICA demeure une structure de recherche de référence dans les domaines des sciences de l'information et de la communication et des sciences de l'art tant au niveau local que régional, national et international ».

Telles sont les principales orientations que Cécile Croce et Vincent Liquète souhaitent donner au MICA dans un dialogue qui reposera sur la dimension collective.

LOLA LE GUÉ & CLÉMENTINE JAN



Cécile Croce
Vincent Liquète

JEUNE DOCTEURE DU MICA, UN PARCOURS ATYPIQUE

Au cœur de la recherche entre traitement et représentations médiatiques du rapport entre État chinois et communautés religieuses, Dan Yao vient de soutenir une fine analyse comparative entre presse écrite française et chinoise. C'est dans un village chinois que Dan Yao a vécu son enfance. Passionnée par le journalisme depuis son plus jeune âge, elle grandit avec le souhait d'en faire sa profession pour écrire et dévoiler au grand public la voix des plus démunis. Alors qu'il n'existe aucune formation spécifique de journalisme en Chine, Dan arrive en France pour poursuivre ses études en master. Finalement sa vocation prend un autre chemin. Elle rédige son mémoire sur les représentations médiatiques du rapport entre État chinois et communautés religieuses et entame alors une thèse pour comparer la Chine et la France. Elle

ne prétend pas détenir la vérité entre le perçu et le réel, mais entend montrer les représentations, les différences et les convergences entre les deux États. « Je ne cherche pas à savoir qui a raison et qui a tort, je montre uniquement ce qui est dit et comment celui-ci est présenté. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il est compliqué de comparer deux choses qui ne sont pas construites sur la même échelle de valeur ou sur des croyances identiques. » Tout juste diplômée, elle souhaite repartir en Chine d'ici un an et devenir professeure de journalisme pour enseigner à ses élèves, les rouages de ce métier tout en cultivant leurs singularités.

FLORIANE BELIN





ISIC AU CONGO, PROJET RÉACTIVÉ

Une équipe pédagogique de l'ISIC s'est rendue courant décembre à l'Université Marien Ngouabi au Congo pour réactiver le processus de validation de la licence délocalisée. Elle aurait dû être mise en place à la rentrée 2020, mais la pandémie mondiale en a décidé autrement.

En raison du confinement au Congo en mars 2020, l'Université de Brazzaville a fermé ses portes et n'a pas pu assurer une continuité pédagogique, mettant alors à l'arrêt le projet de la licence délocalisée de l'ISIC.

Le coordinateur du projet, Étienne Damome, ainsi que des enseignants de l'ISIC sont allés à la rencontre du nouveau président de l'Université Marien Ngouabi pour relancer les discussions. C'était aussi l'occasion

d'apporter quelques modifications à la convention qui permettra de légiférer la collaboration entre les deux institutions universitaires. Elle sera ensuite soumise à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) durant le début d'année 2022, puis renvoyée à Brazzaville pour validation finale.

Motivées par le projet, les équipes sur place ont bon espoir que la licence soit lancée à la rentrée prochaine.

L'OBTENTION D'UN DIPLÔME FRANÇAIS

Dans la continuité de son ouverture à l'international, l'ISIC souhaite proposer aux étudiants de l'Université de Brazzaville sa formation en information-communication. Le principe est simple : offrir un double cursus aux étudiants congolais inscrits dans la licence communication de leur université. Un tableau de correspondance entre les deux offres de formation a été réalisé pour assurer une compatibilité globale.

Les trois quarts des cours de communication dispensés à l'Université Marien Ngouabi sont en adéquation avec ceux de l'ISIC. Il y a ensuite 30 % d'enseignements complémentaires provenant de l'ISIC qui seront ajoutés à leur formation et qui leur permettront d'obtenir deux diplômes, un diplôme de leur université et un diplôme de l'Université Bordeaux Montaigne.

Une réelle opportunité pour pouvoir intégrer par la suite un master français, les procédures de recrutement étant souvent fastidieuses pour les étudiants étrangers.

Il ne reste plus qu'à attendre la signature de la convention pour officialiser à la rentrée prochaine cette nouvelle licence au Congo.



L'équipe pédagogique de l'ISIC en déplacement au Congo

CLÉMENCE TOZLANIAN

ÉLOQUENCE ET MOBILITÉS INTERNATIONALES

Seize étudiants de la licence Information-Communication ont organisé un concours d'éloquence sur le thème des mobilités internationales, lundi 6 décembre. Ils étaient six candidats à discourir devant une cinquantaine de personnes dans l'amphithéâtre de la maison des étudiants.

L'université Bordeaux Montaigne ne manque pas d'initiatives audacieuses sur le plan culturel et festif mais là l'expérience prend une vavleur toute particulière. Dans le cadre de leur cours de troisième année « Gestion de projets », les étudiants de l'ISIC devaient mettre en place un événement. L'idée du concours d'éloquence est venue d'un groupe de quatre étudiantes actuellement en mobilité internationale à l'université Bordeaux Montaigne.

Elles estimaient que leurs camarades étaient peu renseignés sur les possibilités de départ à l'étranger dans le cadre de leurs études. Le concours d'éloquence a offert alors une approche intéressante et originale pour évoquer l'internationalisation de l'ISIC. Des stands d'information ont également été mis en place dans la maison des étudiants.

SOUS LE SIGNE DE LA BIENVEILLANCE

Le concours d'éloquence était placé sous le signe de la bienveillance, les candidates et candidats ne s'affrontaient pas en duo mais s'exprimaient chacun à tour de rôle. « Il y avait vraiment une volonté de mettre les étudiants

sur le devant de la scène, donc on s'est dit que c'était une bonne idée qu'ils travaillent sur leur expression écrite et orale », explique Agathe Boucart, membre du pôle pilotage du projet. Les impétrantes et impétrants ont eu une semaine pour préparer leur plaidoyer de cinq à sept minutes.

Les organisateurs ont souhaité que le concours soit ouvert à tous et toutes. « C'était une première pour certains étudiants mais ils se sont très bien débrouillés » confie Agathe Boucart. Précisons que le jury était composé de trois enseignantes et enseignants de l'ISIC.

RÉFLEXION SUR LES VOYAGES

Les six candidates et candidats inscrits avaient le choix entre deux problématiques retenues par les étudiantes et étudiants de l'ISIC : « Les voyages forment-ils la jeunesse ? » ou « La culture a-t-elle des frontières ? ».

Une étudiante en droit a mis en scène son discours autour d'une rencontre avec Michel de Montaigne. Elle lui racontait ses expériences de voyage enrichissantes et passionnantes. « C'était très bien écrit, on sentait qu'il y avait un vrai travail d'écriture », précise Agathe Boucart. Son aisance à l'oral et son

attitude gestuelle lui ont permis de se hisser à la première place du concours. La gagnante a devancé une étudiante en arts plastiques ayant évoqué les coûts importants des voyages tout en précisant qu'un déplacement entre deux villes était aussi formateur.

Les trois gagnants sont repartis avec des récompenses : le prix Goncourt 2021, le roman La plus secrète histoire des hommes de Mohamed Mgoubar Sarr, un guide du routard et un stylo. De quoi préparer les prochains voyages de chacun...

CLÉMENCE TOZLANIAN



Le concours d'éloquence s'est déroulé devant un jury 100 % ISIC



L'ISIC REMERCIE SES PARTENAIRES.
LE PARCOURS DE SES ÉTUDIANTS
ET LEUR DEVENIR PROFESSIONNEL
DOIVENT BEAUCOUP À LA CONFIANCE
QUE VOUS LEUR ACCORDEZ.

